

Manipulation : OTC

[PATRIMOINE - Une nouvelle manipulation de la propagande azerbaïdjanaise - Nor Haratch](#)

PATRIMOINE - Une nouvelle manipulation de la propagande azerbaïdjanaise



Artsakhpress - Stepanakert le 30 novembre 2023

Le 11 novembre 2023, l'agence de presse officielle azerbaïdjanaise « Azertac » a publié un article détaillé consacré au monastère de Spidag Khatch situé dans le village de Vank du district occupé de Hadrout. Dès 2022, ce sanctuaire avait été pris pour cible par les Azéris qui avaient abattu la croix qui couronnait le tambour [kmpet] du sanctuaire et interrompu les travaux de restauration entrepris par les Arméniens. Le 2 novembre de la même année, le traditionnel « kit oudi » composé du même groupe d'activistes à la solde du pouvoir azerbaïdjanais se rendait au monastère pour un « flash-pèlerinage » largement commenté par les media du pays, promouvant la thèse du caractère « albanais » de l'édifice.



Citant l'historienne azerbaïdjanaise Mahabbat Pachaeyva, l'auteur de l'article précisait que pendant les « années d'occupation arménienne », la partie arménienne se serait approprié le « patrimoine culturel chrétien du Karabakh » et aurait tenté de le présenter comme arménien, citant comme exemple le

monastère de Spidag Khatch. .

Cette thèse sans cesse répétée par la machine de propagande azerbaïdjanaise est connue depuis fort longtemps, mais dans cet article, la partie azerbaïdjanaise avance un nouveau thème de propagande suggérant que durant la période soviétique, les « scientifiques » azerbaïdjanaïses n'avaient pas la possibilité de mener des recherches sur le territoire du Karabakh en raison de « sérieux obstacles ». Selon M. Pachayeva, les opportunités ont été récemment créées pour permettre « une étude objective sur l'héritage chrétien albanais ».



Le plus étonnant dans ces déclarations provenant de Bakou est que pendant la période soviétique, les « scientifiques » azerbaïdjanaïses n'auraient pas eu l'occasion d'étudier le patrimoine chrétien du Karabakh. Or, le Haut-Karabakh qui faisait partie de jure et de facto de l'Azerbaïdjan pendant la période soviétique était directement et indirectement contrôlé par le Bakou grâce à de multiples leviers administratifs, économiques, financiers et infrastructurels. Le plus léger désaccord avec les autorités de Bakou et cette politique aurait immédiatement provoqué des sanctions dans la région.

En réalité, durant la période soviétique, seuls les « scientifiques » azerbaïdjanaïses avaient le droit de mener des recherches sur le territoire historique de l'Artsakh et la plupart d'entre eux travaillaient sur des monuments qui n'avaient rien à voir avec l'héritage culturel chrétien. De ce fait, dans les nombreux ouvrages scientifiques publiés par l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Azerbaïdjan durant ces années, les monuments historiques de l'Artsakh et le patrimoine chrétien n'étaient quasiment pas traités.

Seuls quelques « scientifiques » azéris se sont intéressés à l'histoire de l'Artsakh et se sont occupés de réécrire l'histoire des provinces d'Artsakh et d'Oudik en expurgant tout ce qui était arménien. Cette politique de relecture et de diffusion de cette histoire très active à partir des années 1950 s'est plus encore développée

dans les années 1960. Ces publications consacrées au patrimoine chrétien, à la culture et à l'histoire de l'Artsakh ont été réalisées par Ziya Bunyadov, Davud Akhundov, Fuad Mamedov, Rachid Geyushev, Igrar Aliyev et quelques autres. Ces « scientifiques » azerbaïdjanais ont ainsi développé les bases « théoriques » de la déformation et de l'appropriation de l'histoire, de la culture et du patrimoine culturel de l'Artsakh avec pour objectif principal « l'albanisation » de l'Artsakh et de son patrimoine culturel. Seul Rachid Geyushev a participé à des recherches archéologiques sur le « patrimoine culturel chrétien du Karabakh ». Ce dernier a effectué des « fouilles » dans les monastères d'Amaras et de Kachatagh. Dans ses livres, il fait référence aux monastères de Gandzasar, de Dadivank et à quelques autres monuments, mais, en niant évidemment leur caractère arménien et en les présentant comme des monuments « albanais ».

Certains « scientifiques » azerbaïdjanais ont également tenté de traiter de la culture et des monuments de l'Artsakh. Parmi eux se trouvaient des gens comme Davud Akhundov, Rachid Geyushev, Niyazi Rzayev, Mubariz Khalilov. Dans leurs ouvrages, ceux-ci citaient des exemples et des photos de divers khatchkars du Haut-Karabakh. Cette circonstance suffit à elle seule à prouver qu'il n'existait alors aucun obstacle au travail des « scientifiques » azerbaïdjanais pendant la période soviétique.

Cependant, d'une manière plus générale, le patrimoine culturel de l'Artsakh suscitait alors peu d'intérêt et de ce fait peu de recherches ont été menées. C'est le meilleur indicateur qui atteste du fait que cela n'intéressait pas la plupart des chercheurs azerbaïdjanais. De plus, au cours de la même période, les autorités de l'Azerbaïdjan ont détruit de nombreuses églises et monastères dans les régions de Kelbadjar et de Latchine et des dizaines de khatchkars et de pierres tombales ont été brisés. Le tout sans aucune expression de réprobation de ces « scientifiques » azerbaïdjanais.

Pendant toutes les années du pouvoir soviétique, les autorités azerbaïdjanaises n'ont cessé de créer des entraves et des obstacles pour les seuls chercheurs arméniens, pour lesquels il était dangereux de travailler dans des régions désertiques comme celle de Karvadjar-Kachatagh. A cette époque, seuls des individus pouvaient étudier certains sites au Haut-Karabakh. On ne pouvait évidemment pas envisager de véritables « expéditions » ou « missions » arméniennes.

Durant la période soviétique, beaucoup de monuments du territoire du Haut-Karabakh n'étaient pas recensés et aucun document n'était établi. Les monuments chrétiens du Haut-Karabakh n'étaient pratiquement pas représentés dans les brochures touristiques de l'Azerbaïdjan soviétique et seuls les monuments islamiques de Chouchi figuraient sur la carte touristique de l'Azerbaïdjan soviétique.

L'article s'intéresse plus particulièrement aux « scientifiques » partisans de la « thèse albanaise » auxquels la partie arménienne n'aurait pas donné la possibilité de mener des recherches. Cette observation est pour le moins insolite. Qui sont ces scientifiques qui n'auraient pas été autorisés à travailler ?

Les déclarations de Rafik Tanakari, chef de la communauté religieuse « albanaise », comportent des idées très dangereuses. Notamment qu'à l'avenir certaines églises seront conservées, d'autres restaurées et d'autres encore fonctionneront en tant que musées.

En vertu de cela, il faut comprendre avec certitude que sous couvert de restauration, les inscriptions arméniennes, les compositions de croix, les khatchkars seront effacés, ce qui a été réalisé lorsque la partie azerbaïdjanaise a tenté de « restaurer et de nettoyer » ces monuments pendant la période soviétique.

Parmi les monuments ramenés à « un aspect restauré et historique » se trouve l'église au sommet de la montagne Vankasar dont les inscriptions arméniennes, les croix gravées ont été effacées, où les khatchkars environnants ont disparu et l'un d'entre eux a été transporté au musée d'Aghdam après avoir été martelé. L'église a subi des modifications extérieures étrangères à l'architecture paléochrétienne.

Nous pouvons donc constater que la machine de propagande azerbaïdjanaise tente désormais de présenter ces « scientifiques » azerbaïdjanais comme des victimes auxquelles les Arméniens auraient interdit d'accéder aux régions de l'Artsakh pendant la période soviétique.

Traduction et adaptation : **Sahak Sukiasyan**

NDT: On notera avec intérêt que le 27 octobre, par le canal de la « Communauté de l'Azerbaïdjan occidental », les autorités de Bakou ont attaqué sur ce thème avec une grande impudence la France dans le communiqué repris ci-dessous :

« Les déclarations ridicules des responsables français à propos de l'Azerbaïdjan ne surprennent plus personne. Cette fois, c'est la ministre française de la Culture qui a pris le relais. La ministre française a déclaré que son pays avait « photographié le patrimoine culturel arménien du Karabakh par satellite et créé une base de données de photos satellite ». Il semble que les connaissances de ces personnalités officielles françaises ignorantes sur le droit international, les relations interétatiques et la bonne conduite sont à un niveau élémentaire. Autrement, ils ne se livreraient pas à des pratiques aussi ignobles et racistes sans l'accord de l'État souverain ... Cette déclaration de la France est une impudeur évidente. Cela vient du ministre d'un pays qui a volé le patrimoine culturel des peuples africains pendant des siècles. Selon certains rapports, la France aurait volé 90 000 exemplaires du patrimoine culturel seulement en Afrique. La ministre française de la Culture ferait mieux de se concentrer sur la restitution du patrimoine culturel que son pays a volé à l'Afrique. L'Azerbaïdjan n'a rien à apprendre des charlatans. En outre, au lieu de calomnier, la ministre française devrait commenter la destruction massive par l'Arménie des monuments culturels et historiques azerbaïdjanais tant en Arménie que dans les territoires azerbaïdjanais auparavant occupés. Après la Seconde guerre du Karabakh, les activités anti-azerbaïdjanaises de la France ont fait d'UNESCO un instrument de sa sale politique et ont gravement porté atteinte à l'indépendance de cette organisation. La France abuse de la présence du siège de l'UNESCO sur son territoire, politisant et discréditant cette organisation humanitaire. Nous pensons que tout cela nécessite le déménagement du siège de l'UNESCO hors de France ». https://azertag.az/fr/xeber/les_activites_anti_azerbaïdjanaises_de_la_france_dans_le_domaine_culturel_-_ necessitent_le_demenagement_du_siege_de_lunesco_hors_de_france-2804089

Madame Rima Abdul Malak appréciera ...

Qu'attendent M. Macron et Mme Colonna pour convoquer « l'ambassadrice » de l'Azerbaïdjan au Quai d'Orsay avant de la renvoyer à Bakou ?

La France va-t-elle encore supporter longtemps le comportement de cette

voyoucratie, de cet « Etat-parvenu » sur la scène internationale ?

Nor Haratch

2 Décembre 2023

[Rencontre des commissions d'État sur les questions de démarcation de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan - Nor Haratch](#)

Rencontre des commissions d'État sur les questions de démarcation de l'Arménie et de l'Azerbaïdjan

Comme annoncé, le 30 novembre a eu lieu à la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan la cinquième rencontre des commissions d'État sur les questions de démarcation et de sécurité des frontières entre les deux pays, présidées par les vice-Premiers ministres Mher Grigorian et Sahin Mustafaev.

Le communiqué publié à cette occasion par le ministère arménien des Affaires étrangères indique que les parties ont poursuivi les discussions sur les questions de délimitation des frontières et abordé un certain nombre de questions d'organisation et de procédure.

Un accord a été trouvé sur le démarrage des travaux visant à préciser les règles de l'activité conjointe des commissions.

Nor Haratch

2 Décembre 2023

[Davit Galstian, ministre de l'Artsakh :« Des dirigeants anciens et actuels de](#)

Davit Galstian, ministre de l'Artsakh : « Des dirigeants anciens et actuels de l'Artsakh emprisonnées à Bakou sont en contact régulier avec Chahramanian »

Davit Galstian, député du parlement de l'Artsakh, a déclaré à *News.am* que les anciens et actuels dirigeants de l'Artsakh illégalement emprisonnés à Bakou sont en contact régulier avec le président de l'Artsakh, Samuel Chahramanian.

« Nos prisonniers sont en contact régulier non seulement avec leurs familles, mais aussi avec le président de l'Artsakh. Ils parlent de leur état de santé. ils disent qu'ils ne subissent pas de mauvais traitement », a déclaré le député.

Concernant la question du retour des prisonniers, il a déclaré que les otages ne seront pas libérés tant que des négociations ne seront pas entamées.

Se référant à la déclaration de l'ancien secrétaire du Conseil de sécurité de l'Artsakh, Samuel Babayan, selon laquelle Chahramanian est en contact avec la partie azerbaïdjanaise, Galstian a déclaré : *« Samuel Babayan ferait mieux de révéler ses relations plutôt que d'accuser le président de l'Artsakh d'avoir tel ou tel contact. »*

« Chahramanian ne négocie pas avec les représentants de l'Azerbaïdjan »

Le conseiller du président de l'Artsakh, Vladimir Grigorian, a déclaré à l'agence de presse "Azatutyun" que le président Samuel Chahramanian, à l'heure actuelle, ne négocie pas avec les représentants de l'Azerbaïdjan et que « si c'était vraiment le cas, le personnel du président de l'Artsakh aurait fait la déclaration nécessaire

; il n'y a rien à cacher. » Grigorian ce faisant réagissait aux propos de Samuel Babayan, selon lequel « *Samuel Chahramanian négocie, il appelle Bakou tous les jours, il discute...* ».

Siranouche Sahakian : « Selon les données officielles, il y a 55 Arméniens dans les prisons azerbaïdjanaises et le sort d'au moins 80 prisonniers demeure inconnu »

« L'Azerbaïdjan n'est pas prêt à échanger deux prisonniers azéris avec des prisonniers arméniens »

Le 30 novembre, lors d'un débat au « Centre des médias », l'avocate Siranouche Sahakian, représentant des intérêts des prisonniers de guerre arméniens auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, a déclaré que selon les données officielles, dans les prisons azerbaïdjanaises se trouvent 6 civils et 41 prisonniers de guerre arméniens et les 8 hauts fonctionnaires et militaires d'Artsakh. En outre, le sort de 80 prisonniers de guerre et civils arméniens se trouvant en Azerbaïdjan demeure incertain et aucune démarche n'est entreprise dans cette direction.

Concernant la déclaration du Premier ministre Pachinian selon laquelle Erevan est prêt à échanger les Azerbaïdjanais condamnés en Arménie contre des prisonniers arméniens, Sahakian a noté : « *Cette approche n'est pas acceptable pour l'Azerbaïdjan, sinon l'échange de deux soldats azerbaïdjanais contre les 55 détenus ou au moins 10 prisonniers de guerre aurait déjà été fait. L'Azerbaïdjan n'acceptera un échange que de deux prisonniers de guerre arméniens contre ses deux soldats.* »

La défenseure des droits de l'homme a ajouté que l'Azerbaïdjan continue de détenir les prisonniers de guerre arméniens afin de faire pression sur l'Arménie.

Armenpress

2 Décembre 2023

[Le premier satellite arménien est déjà en orbite | ARMENPRESS Armenian News Agency](#)

Le premier satellite arménien est déjà en orbite



EREVAN, 2 DECEMBRE, ARMENPRESS: Le premier satellite arménien - Hayasat 1 - développé par le laboratoire de recherche spatiale Bazoomq en collaboration avec le CSIE (Center for Scientific Innovation and Education), s'est détaché de la fusée SpaceX Falcon-9 et est entré en orbite.

"Le satellite va ensuite déployer ses antennes et nous établirons le contact avec lui. En ce moment, le satellite charge ses batteries à l'aide de panneaux solaires", a déclaré à Armenpress Hayk Martirosyan, cofondateur, membre du conseil d'administration et directeur technique de Bazoomq.

Le satellite commencera ensuite à envoyer des mises à jour de son état.

La station au sol peut déjà recevoir des données du satellite.

La fusée Falcon-9 de SpaceX transportant Hayasat-1 a décollé en orbite le 1^{er} décembre.

Le Figaro

4 Novembre 2023

[Arménie : la France envoie 50 véhicules de combat blindés \(lefigaro.fr\)](#)

Arménie : la France envoie 50 véhicules de combat blindés

Par [Amaury Coutansais-Pervinquière](#)

Un rapport sénatorial confirme l'envoi de véhicules blindés et propose de livrer des canons Caesar.

La France «*ne lâchera pas*» l'[Arménie](#), avait assuré [Emmanuel Macron](#), le 11 octobre dernier, à la suite de la conquête de l'Artsakh ([Haut-Karabakh](#)) par l'[Azerbaïdjan](#), aujourd'hui accusé de «*nettoyage ethnique*». Pour prévenir une future attaque, Paris a envoyé 24 véhicules blindés de transport de troupes, de la marque Arquus, dit Bastion, [révèle un rapport du Sénat](#). Ils devraient «*être rejoints par 26 autres véhicules du même type en cours de production*», précise ce rapport pour avis sénatorial publié dans le cadre du projet de loi de finances pour 2024 d'Hugues Saury et d'Hélène Conway-Mouret.

Ce rapport confirme la véracité de plusieurs images qui circulaient sur les réseaux sociaux, montrant des Bastion au port de Poti, en [Géorgie](#). Ces véhicules ont été acheminés vers l'Arménie par voie de chemin de fer. Ces véhicules de 12,5 tonnes ont une capacité d'emport de 10 personnes, dont 8 à l'arrière et sont équipés d'une mitrailleuse de 12,7 mm ou de 7,62mm. Le blindage, cependant, protège surtout des éclats, des mines et des munitions de calibre 7,62mm.

Catherine Colonna, ministre des Affaires étrangères, avait «*donné son accord*» [pour la livraison de matériel militaire](#) à l'Arménie «*pour qu'elle puisse assurer sa défense*», le 3 octobre dernier, lors de sa visite à Erevan, la capitale arménienne. À son tour, [Sébastien Lecornu](#), le ministre des Armées, avait annoncé un contrat entre Thalès, le missilier MBDA et l'Arménie, le 23 octobre. «*Il est question d'une livraison de missiles sol-air MISTRAL 3*», précise les sénateurs. «*Les rapporteurs recommandent, à cet égard, que la livraison de systèmes d'artillerie CAESAR soit étudiée dans les meilleurs délais compte tenu de l'efficacité de ce matériel et des nouvelles capacités de production de Nexter en 2024 (la production est passée de 2 à 6 par mois avec des pics possibles à 8)*», conclut le rapport.

À lire aussi [L'Azerbaïdjan s'irrite du soutien français à l'Arménie](#)

La France accusée par l'Azerbaïdjan de participer à «une escalade»

L'armée arménienne avait acquis trois radars Ground Master (GM200) de Thales, qui peuvent détecter des aéronefs ennemis à 250 kilomètres de distance, qu'ils volent à basse altitude comme les drones, ou à haute comme les avions de combat. Le 26 septembre, la France avait annoncé vouloir «*renforcer sa coopération de défense avec l'Arménie.*» «*Un attaché de défense sera présent à l'ambassade de France à Erevan*», avait précisé le quai d'Orsay. Ces accords ne sont pas du goût du président azéri, Ilham Aliyev, qui a accusé la France de participer à «une escalade». «*Si un nouveau conflit venait à se produire dans la région, la France serait responsable de l'avoir provoqué*», a-t-il ajouté.

La région méridionale du Syunik est convoitée ouvertement par le président azéri [Ilham Aliyev](#) afin d'obtenir une continuité territoriale avec l'exclave du Nakitchevan en créant [le «corridor de Zanguezour»](#). *In fine*, il réaliserait un vieux rêve panturc du «*monde turc*» qui relierait la Turquie, l'Azerbaïdjan à l'Asie centrale. Après la [chute de l'Artsakh en octobre](#), nombre d'observateurs s'inquiètent d'une offensive de Bakou dans cette région.

[L'accord de cessez-le-feu de 2020](#), à la suite de l'offensive azérie victorieuse au Haut-Karabakh, prévoyait une garantie arménienne des liaisons économiques et de transports entre les deux parties de l'Azerbaïdjan séparées par l'Arménie, *via* le Syunik. Mais Bakou rejette la souveraineté arménienne sur ce «*corridor du Zanguezour*». De plus, cette région, qui contient aussi du cuivre, du zinc et du molybdène, couperait Erevan de son allié iranien. Téhéran a fait savoir qu'elle protégerait l'intégrité territoriale arménienne.

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 Décembre 2023

Un soldat arménien tué à la frontière azerbaïdjanaise

Un soldat arménien servant à la frontière avec l'Azerbaïdjan a été tué par balle lundi dans ce que le gouvernement d'Erevan a décrit comme une violation du cessez-le-feu azerbaïdjanais visant à torpiller les pourparlers de paix.

Le ministère arménien de la défense a déclaré que le soldat, Gerasim Arakelian, avait été mortellement blessé par un tir de sniper sur un poste de l'armée arménienne près du village de Bardzruni, à la frontière avec l'enclave azerbaïdjanaise du Nakhitchevan.

Le ministère de la défense azerbaïdjanais a démenti ces « informations provocatrices », affirmant que ses troupes n'avaient pas violé le cessez-le-feu.

Le chef de l'administration de Bardzruni, Arsen Aleksanian, a déclaré au service arménien de RFE/RL que les résidents locaux avaient entendu des bruits de tirs transfrontaliers. Les violations graves de la trêve à cette section de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ont été rares jusqu'à présent.

« Nous condamnons fermement ces actions de la partie azerbaïdjanaise qui visent à provoquer une nouvelle escalade, à faire traîner le processus de paix et à le mener à une impasse », a déclaré le ministère arménien des affaires étrangères dans un communiqué sur l'incident meurtrier.

Le communiqué indique également que Bakou « rejette continuellement les offres de divers acteurs internationaux de poursuivre les négociations » avec Erevan.

Le ministre des affaires étrangères Ararat Mirzoyan a déploré le « refus de Bakou de participer aux réunions organisées par divers acteurs internationaux, y compris les États-Unis et l'Union européenne » lorsqu'il s'est adressé la semaine dernière à une conférence annuelle des hauts diplomates des États membres de l'OSCE. Son homologue azerbaïdjanais, Jeyhun Bayramov, a déclaré qu'Erevan elle-même faisait traîner les négociations sur un traité de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

Le président azerbaïdjanais Ilham Aliyev a annulé à deux reprises les pourparlers avec le premier ministre arménien Nikol Pashinian, qui devaient avoir lieu en octobre sous l'égide de l'UE. M. Bayramov s'est également retiré d'une réunion avec M. Mirzoyan qui devait avoir lieu le 20 novembre à Washington. Bakou a

accusé les puissances occidentales de parti pris pro-arménien et a proposé des négociations directes avec Erevan.

Nouvelles d'Arménie Magazine

3 Décembre 2023

[+25 degrés à Idjevan au nord-est de l'Arménie et à Kapan au sud-est de l'Arménie \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

+25 degrés à Idjevan au nord-est de l'Arménie et à Kapan au sud-est de l'Arménie en ce début décembre, inquiétant selon le météorologue Gagik Surenyan

Gagik Surenyan, directeur adjoint du Centre d'hydrométéorologie et de surveillance d'Arménie, a publié un nouveau message sur sa page Facebook, dans lequel il écrit :

« *Quand il fait +25 degrés à Idjevan et Kapan le 3 décembre.* »

Plus tôt, dans une conversation avec le site d'information en Arménie, « *Haykakan Jamanak* », Gagik Surenyan a déclaré que depuis 2018, des hivers anormalement chauds ont été observés sur le territoire de la république d'Arménie, des changements importants ont été observés dans la tournure de l'atmosphère et dans la saison froide de l'année, au cours de la période décembre-février, les courants d'air froid arctique provenant de la latitude nord pénétrant en Arménie ont fortement diminué.

RUSSIE

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 Décembre 2023

Un responsable arménien fait la lumière sur les « armes non fournies par la Russie »

La Russie n'a fourni à l'Arménie aucune des armes ou autres équipements militaires couverts par les contrats de défense bilatéraux d'une valeur de 400 millions de dollars signés après la guerre de 2020 au Nagorny-Karabakh, a déclaré lundi un haut fonctionnaire arménien.

Le premier ministre Nikol Pashinian et ses alliés politiques ont fait de telles déclarations à plusieurs reprises au cours de l'année écoulée, alors que les relations de l'Arménie avec la Russie se détériorent. Mais ils n'ont donné aucun détail sur ces contrats. Le gouvernement russe n'a toujours pas réagi à ces affirmations.

Le vice-ministre arménien de la défense, Hrachya Sargsyan, est le premier

responsable à révéler le montant des sommes qu'Erevan affirme avoir versées aux fabricants d'armes publics russes. Il a toutefois refusé de préciser les types d'armes figurant dans ces contrats.

M. Sargsian a déclaré que les contrats restaient valables et que la partie arménienne espérait toujours que les Russes s'acquitteraient de leurs obligations. « Je pense que la question sera résolue grâce à notre partenariat », a-t-il déclaré aux journalistes.

Le 24 novembre, M. Pashinian a déclaré que les deux parties discutaient de la question et qu'il espérait qu'elles parviendraient à un accord. La Russie elle-même « a besoin d'armes » aujourd'hui, a-t-il déclaré, faisant clairement allusion à la guerre qu'elle continue de mener contre l'Ukraine.

Selon M. Pashinian, l'une des options envisagées est que la Russie annule une partie de la dette de l'Arménie à son égard en échange de la non-livraison des armes en question.

La Russie est depuis longtemps le principal fournisseur d'armes et de munitions de l'Arménie. Mais comme la guerre en Ukraine n'est pas près de s'achever et que les tensions entre Moscou et Erevan ne cessent de croître, le gouvernement arménien cherche de plus en plus à s'approvisionner auprès d'autres fournisseurs d'armes.

Depuis septembre 2022, il aurait signé un certain nombre de contrats de défense avec l'Inde pour une valeur d'au moins 400 millions de dollars. En octobre de cette année, il a également signé deux contrats d'armement avec la France.

M. Pashinian et les membres de son équipe politique affirment que cette démarche s'inscrit dans le cadre de leurs efforts visant à « diversifier » la politique de défense et de sécurité de l'Arménie. Ils accusent régulièrement Moscou de ne pas honorer ses engagements en matière de sécurité envers son allié du Caucase du Sud.

Armenpress

5 Décembre 2023

L'Europe doit, à un moment donné, assurer la protection de l'Arménie: Interview du député belge

BRUXELLES, 4 DECEMBRE, ARMENPRESS. Grâce à l'initiative et à la cohérence de Michel de Maegd, député fédéral belge, membre de la Commission des Relations extérieures, la Chambre des Représentants célèbre, chaque 12 décembre, la journée de commémoration de la mémoire des victimes des génocides reconnus par l'État Belge. Dans un entretien avec la correspondante bruxelloise d'"Armenpress", le parlementaire belge a expliqué pourquoi il lui tenait à cœur d'instaurer cette commémoration nationale. De Maegd a également évoqué les relations bilatérales entre la Belgique et l'Arménie, les perspectives de coopération et la résolution condamnant l'Azerbaïdjan, adoptée à l'unanimité par le Parlement fédéral belge.

Monsieur De Maegd, vous avez votre travail politique sur les situations peu médiatisées. Première chose que l'on voit sur votre profil, ce n'est pas uniquement l'Arménie, mais d'autres pays aussi qui sont un peu oubliés. En tant qu'ancien journaliste, comment expliquez-vous cette indifférence générale ?

Oui, c'est vrai. Je l'ai d'ailleurs souvent dénoncé à la tribune, même en séance plénière, on détourne le regard, on est indifférent par rapport à la situation parce

que je pense que le monde est complexe. Les grandes puissances font des accords, les relations internationales sont à prendre avec beaucoup de cynisme en réalité, et on le dit souvent dans les relations internationales, il n'y a pas d'amis, il y a des alliés. Et ces alliés, malheureusement ou heureusement, changent en fonction des situations. Ici très clairement, c'est un choix de conviction que j'ai fait pour soutenir l'Arménie et je l'ai fait avant même d'être élu puisque je l'avais dit lors de la cérémonie d'avril au Khachkar, que je m'engageais à soutenir notamment la reconnaissance du génocide arménien. Cela date de mon travail en tant que journaliste. Il se fait qu'en tant que journaliste à l'époque j'ai été pendant un mois au Rwanda pour couvrir le génocide. Donc, c'était des événements extrêmement compliqués. A Srebrenica, en Bosnie également et donc je j'ai toujours ressenti ce que pouvaient ressentir les gens qui avaient été victimes à un moment donné de leur histoire d'un génocide. Et je ressens cela très fort au sein de la communauté arménienne. C'est quelque chose qui est encore très présent aujourd'hui, alors que c'était en 1915 et je me suis dit, il faut les aider, surtout quand je vois dans nos sociétés, quand même souvent intolérantes, la façon dont certains nient les faits, les faits avérés. Je suis allé au mémorial du Génocide à Erevan. Il faut visiter le musée du génocide pour comprendre que tout est documenté en réalité et que c'était déjà documenté à la base par la presse de l'époque. On savait et on a détourné le regard et donc je suppose qu'on a une vraie responsabilité là-dedans. C'est pour ça que je me suis battu pour et j'ai créé à la Chambre une cérémonie officielle d'hommage au génocide reconnu par l'État belge, y compris du génocide arménien. C'était fondamental pour moi parce que c'était une promesse que j'avais faite au Khatchkar quand j'étais en campagne électorale, je n'étais pas encore élu. Et j'estime qu'en politique, il faut bien sûr des paroles, mais surtout des actes, et il faut que les paroles concordent avec les actes. Et donc j'ai voulu vraiment faire cela. On y est arrivé, j'en suis très heureux et je pense que perpétuer le souvenir des victimes du génocide de 1915, c'est fondamental, c'est tout simplement pour les générations futures. Ça c'est pour l'aspect, je dirais symbolique. Maintenant, pour l'aspect plus pragmatique et plus concret, j'ai toujours eu la conviction que l'Arménie était malheureusement un pays un peu oublié. Des chrétiens d'Orient qui sont entourés de pays forts, et musulmans. Y a bien sûr Erdoğan qui a un grand différend et la Turquie en général avec les Arméniens. Il y a Aliyev, dont le père avait déjà un énorme différend, et donc la situation géopolitique et géographique de l'Arménie plaide en sa défaveur parce que l'Arménie n'a pas de grande matière première comme les ont les Azéris par exemple avec le gaz. Vous savez que l'Europe a un peu

venu son âme à un moment donné pour acheter du gaz suite au blocus de la Russie, alors qu'on sait tous, que le gaz qu'on achète à l'Azerbaïdjan vient en grande partie de Russie aussi. Donc tout ça c'est extrêmement hypocrite et je reviens à ce que je disais au début - dans la géopolitique, il y a beaucoup de cynisme, il y a pas d'amis, mais il n'y a que des alliances et je le déplore. Donc je l'ai dénoncé à plusieurs reprises à la Chambre des représentants auprès des ministres concernés et je continuerai parce que c'est un choix de conviction. Parce que oui, je pense qu'il faut pouvoir venir en aide aux pays qui sont peut-être les moins bien lotis, les moins bien défendus, c'est la noblesse aussi d'un métier comme celui de député, de mettre l'accent et de mettre le doigt là où on est défaillant. Et donc c'est pour ça que je le fais et je continuerai à le faire. Mais il y a pas que l'Arménie vous avez raison. Je m'occupe d'autres pays, mais l'Arménie pour être tout à fait honnête, ça doit être 60% de mon activité parlementaire. Je me suis engagé vraiment corps et âme. De nouveau par conviction et puis, à force de développer des relations tant à Erevan qu'à Bruxelles, dans la communauté arménienne. J'ai découvert un peuple qui est juste très inspirant. Ce sont des gens qui travaillent, qui sont des entrepreneurs, qui sont pour moi des libéraux dans l'âme, qui sont empreints de désir de liberté comme je le suis en tant que libéral. Et donc je reconnais qu'il y a un attachement de plus en plus fort qui se fait avec.

Souvent, nous avons tendance à dire que si un député ou sénateur est engagé pour une cause, c'est pour les votes électoraux ou parce qu'il y a quand même une relation familiale avec le pays. Ce n'est pas votre cas. Pourquoi la cause arménienne est-elle importante pour vous et est-ce que les Azéris ont essayé de vous convaincre du contraire de votre position actuelle ?

En fait mon premier texte que j'ai introduit, c'est un texte visant à pénaliser la négation du génocide. Je l'ai fait directement en arrivant, malheureusement je voulais avancer vite parce que je viens du secteur privé et j'aime bien les résultats concrets. J'ai directement déposé le texte au Conseil d'État pour être sûr et savoir ce qu'il allait en dire. Mais le texte a été bloqué au niveau du Conseil d'État pour des questions de juridique international, à savoir le génocide des Arméniens n'a jamais été condamné par un tribunal pénal International. Le Conseil d'État bloque le texte à ce moment-là et j'ai directement avec mon collaborateur une autre idée, c'est de dire mais alors on va le reconnaître différemment. Et on a fait cette fameuse cérémonie dont je vous ai parlé, qui a été adoptée à l'unanimité. Je suis

quelqu'un de parole et je n'ai pas d'intérêt particulier, je ne suis pas un lobbyiste de l'Arménie, je n'ai pas de famille en Arménie, j'ai de plus en plus d'amis Arméniens, mais ça c'est différent. Pour moi, c'était très important de pouvoir soutenir cette cause, je l'ai fait de manière désintéressée, mais résolue et fondamentale.

Vous avez parlé de négationnisme, qui était votre premier projet en tant qu'élu. Malheureusement ça n'a pas eu de succès. Il y a d'autres pays qui ont adopté la loi qui pénalise le négationnisme, comme par exemple la Grèce et la France. Beaucoup d'experts, comme par exemple Luis Moreno Ocampo, pensent que ce qui est arrivé en Artsakh, est la conséquence du fait que le Génocide Arménien n'a pas été reconnu et condamné comme il faut. N'est-ce pas l'impunité qui donne le courage à l'agresseur ? Sachant que même une résolution dont vous êtes l'auteur et qui condamne fortement l'Azerbaïdjan, n'a pas fonctionné pour empêcher l'agression. À quel moment les États Européens et l'État belge ont finalement réalisé que c'est leur silence qui donne le courage à l'agresseur ?

Il y a 2 éléments. D'abord, Luis Ocampo est quelqu'un de remarquable, ancien procureur de la Cour pénale internationale. J'ai relayé ses propos à la tribune de la Chambre des représentants en séance plénière, en disant, attention, nous sommes dans la perpétuation à nouveau d'un risque de génocide, comme ça l'a été en 1915. C'est quelqu'un qui connaît son métier et donc je partage bien entendu son point de vue et son inquiétude. Et pour être tout à fait sincère, j'étais quand même extrêmement désappointé, quand j'ai vu la tournure des événements en Artsakh. On est dans une forme d'épuration ethnique qui vise finalement à continuer l'horrible travail entrepris par l'Empire ottoman en 1915. Qu'a fait le père d'Aliyev? Il avait déjà privé les Arméniens du Nakhitchevan et il y a enlevé toutes traces de culture arménienne. Et maintenant qu'est ce qu'on va faire? Le risque c'est qu'on fasse la même chose dans dans le Haut Karabakh. Donc ça c'est évidemment insupportable. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle j'ai déposé il y a quelques semaines un autre texte, une 4e résolution qui est en cours d'étude. Elle a été prise en considération en plénière et vise à protéger le patrimoine arménien au Karabakh. Patrimoine architectural, culturel, religieux du Haut Karabakh, parce que ce serait intolérable alors qu'on sait ce qui s'est passé au Nakhitchevan, de faire la même chose X années plus tard.

Donc ça c'est la première chose. Alors pourquoi les pays Européens sont si

frileux? Il y a du cynisme et il y a une forme de protection de ses intérêts. Il y a une forme de conjonction des événements qui fait que la Russie est en guerre contre l'Ukraine, que c'est à 2000 km de chez nous et que c'est en effet une guerre qui nous menace directement, c'est tout près, comme si c'était dans le sud de la France. Et donc je pense que le focus et les regards se sont avant tout tournés vers la Russie. Il y a aussi le fait que la Belgique est un petit pays comme vous le savez, un petit pays géographique, mais un pays quand même qui est écouté sur la scène internationale de par son histoire. Et je sais que la ministre Hadja Lahbib avec qui je suis en phase et qui est de mon parti politique, intervient régulièrement. J'étais allé à son cabinet pour expliquer toute la situation de la région, du haut Karbakh, de l'Arménie, pour qu'elle ait vraiment les éléments au clair et on a fait tout un brainstorming ensemble et elle m'a proposé une aide que j'ai obtenue aussi pour la Maison du Soldat à Erevan parce que je pouvais pour avoir une aide concrète. La Ministre belge est vraiment très impliquée et très concernée par cette situation en Arménie. Je le vois parce qu'elle le montre maintenant à chaque étape. Je continuerai de toute façon à pousser en sous-main parce que je pense que c'est important, y compris pour les autres ministres bien entendu. Mais ce qui est sûr, c'est que la Belgique agit souvent au niveau de ce qu'on appelle multilatéral. Donc on a évidemment des relations bilatérales fortes avec l'Arménie, d'autant plus fortes que l'on y a ouvert une ambassade, ce qui est quand même suffisamment rare dans l'histoire de la diplomatie que pour le souligner. Aujourd'hui avec la géopolitique qui a changé, je pense qu'on devrait aller plus loin et essayer de faire ouvrir un consulat pour le territoire belge sans devoir le faire sous-traiter par l'Allemagne. Je vais m'atteler à sensibiliser la ministre à cette cause là aussi. Mais voilà, je pense qu'on agit souvent au niveau multilatéral, on se retranche derrière le multilatéralisme européen.

Devons-nous attendre que les relations passent à un autre niveau économique, politique après l'ouverture de l'ambassade ?

Vous savez, quand on ouvre une ambassade, évidemment, c'est parce qu'on a une bonne raison de l'ouvrir. La géopolitique de la région du Caucase est en train de changer complètement. Très clairement, j'ai eu l'occasion d'aller en mission en Géorgie, votre pays voisin, mais aussi au Kazakhstan qui est au delà de l'Azerbaïdjan et on voit qu'il y a ce qu'on appelle le middle corridor qui est en train de se construire pour éviter justement de passer par la Russie pour livrer

des matières premières. Donc manifestement on se rend compte qu'aujourd'hui, cette région du monde devient une région stratégique importante. Parce qu'on sent d'ailleurs qu'en Arménie il y a des velléités pour dire, écoutez, on n'a pas été protégé par les Russes. On l'a vu lors des guerres du Karabakh, on n'a pas été protégé malgré un accord de protection qui n'a pas fonctionné. Les Russes ont détourné le regard et moi j'en ai la conviction depuis longtemps déjà, à force d'étudier ce dossier que les Russes sont en harmonie davantage pour protéger leurs intérêts qui sont bien sûr des intérêts très anciens. Le maillage économique, politique, social est très très lié avec la Russie, mais ils ne font rien, ils sont observateurs, ils n'ont pas de mandat d'intervenir. Et quand on demande qu'ils interviennent au travers d'un accord comme l'OTSC, personne n'intervient. Donc, c'est la preuve pour moi que, à un moment donné, vous êtes un peu les victimes, un peu comme ce qui s'est passé en 1915. J'espère qu'à un moment donné, l'Arménie va devenir beaucoup plus forte en terme symbolique parce que c'est important pour moi. On sait que la volonté du président Erdoğan, du président Aliyev, c'est de faire une grande zone de pays de langue turque pour aller jusqu'en Chine et au peuple des Ouïghours qui sont aussi de langue turque en passant par le Tadjikistan et toute cette région. Et donc, je conçois bien que ces dictateurs, parce qu'il faut appeler un chat un chat, n'ont qu'une velléité en tête. En réalité, c'est de faire ce grand projet et je pense que l'Europe qui est garant des droits, garant des libertés, garant de l'émancipation des peuples, devra veiller à un moment donné à protéger l'Arménie. Je pense qu'au niveau multilatéral on devra peut-être faire plus pour davantage protéger le peuple arménien et l'intégrité territoriale de l'Arménie. Mais évidemment il faudrait aussi que les Arméniens puissent s'entendre entre eux parce que je sais qu'au Parlement arménien il y a 2 grandes tendances.

Tout à l'heure, vous me demandiez quelle est la position de l'Europe par rapport à l'Arménie ? Finalement, est-ce qu'elle est là juste pour protéger ses intérêts ? Est-ce que l'Europe est prête à se bouger un petit peu ? L'Europe veut absolument rapprocher ses relations avec l'Arménie. Il y a un accord très clair qui a été signé en novembre 2021 et ratifié ici au Parlement belge en septembre 2023 sur la création d'un espace aérien commun entre l'ensemble des pays de l'Union européenne et l'Arménie et donc ça c'est évidemment très symbolique, mais c'est aussi très concret puisque cela va encourager la libération progressive des relations aériennes entre l'Union et l'Arménie. Cela va encourager le libre échange entre ces pays et c'est fondamental à mon sens. On sait que le fait de

pouvoir se déplacer dans une zone de libre échange, c'est très important et donc ça permettrait aussi d'adopter des normes plus élevées en matière de sûreté et sécurité aérienne et de gestion du trafic aérien. Cette harmonisation va pouvoir promouvoir une concurrence loyale dans le secteur de l'aérien entre l'Arménie et l'Europe et c'est un exemple parmi d'autres qui montre que l'Europe est en train de s'ouvrir à l'Arménie. L'Arménie doit aussi s'ouvrir à l'Europe. On a des conjonctions d'intérêt et on a des conjonctions ancrées dans notre culture. La logique même de l'histoire serait qu'on se rapproche de plus en plus. Et donc on a tout intérêt à encourager les relations entre l'Arménie et l'Europe et spécifiquement la Belgique au niveau bilatéral. Mais il y a des choses qui se font bilatérales et puis il y a des choses qui se font au niveau multilatéral et donc j'essaie vraiment à mon niveau. De nouveau je reste modeste, je ne suis que député en charge des relations extérieures.

Aujourd'hui en Arménie, beaucoup de gens posent la question 'pouvons-nous vraiment faire confiance à l'Europe pour nous protéger si nécessaire ?' Nous avons vu que même la présence physique d'une armée n'a pas empêché l'Azerbaïdjan. L'inquiétude d'être encore utilisés et cette fois-ci par l'Occident pour leur propre intérêt, est-il justifié selon vous ? Comment pouvons-nous confiance, si par exemple la Présidente de la Commission Européenne Ursula Von der Leyen se rend à Baku et déclare l'Azerbaïdjan comme un partenaire fiable ?

Je pense que la géopolitique, elle est multiple. Il y a l'Europe et en effet vous avez raison, elle n'a pas de défense et c'est le grand talon d'Achille de l'Europe. Il y a un noyau de défense commune mais il n'y a pas encore d'armée européenne. On ne laissera pas toucher les frontières et l'intégrité de l'Arménie. Sincèrement, d'abord parce que vous avez derrière vous une armée forte, qui est l'armée de France, avec un président qui a été très clair sur cette question. Je pense que le noyau de défense européenne pourra intervenir à ce moment-là. Il faut envoyer ce message aux Azéris.

Revenant à votre question concernant les pressions des Turcs ou Azeris. Quand j'ai créé le texte sur la reconnaissance de la commémoration des génocides reconnus par l'État belge, j'ai été convoqué 3 fois par l'ambassadeur turc qui a voulu me faire sa lecture des événements qui n'est évidemment pas du tout la mienne et pas celle des Arméniens. Mais il a très vite compris que malheureusement je me basais sur mes convictions propres et sur le travail

fourni. Et pour moi, c'était évident que c'était une forme de révisionnisme. Et donc, ça n'a servi à rien. On a discuté, on reste courtois et polis. J'ai remarqué qu'avec les Azéris c'est différent, les Azéris c'est plutôt une forme de boycott je dirais. Ils sont très prompts à essayer de contourner la Commission des relations extérieures et ils essaient régulièrement d'inviter des députés qui ne sont pas dans cette Commission pour essayer quand même d'avoir des députés belges de leur côté, et à ce moment-là, j'essaie d'être vigilant et d'alerter mes collègues députés. Par exemple, ils ont invité Els Van Hoof, la présidente de la Commission des relations extérieures, mais elle m'a dit, moi, j'irai si tu viens aussi. Et j'ai toujours dit, je ne refuserai jamais d'aller en mission en Azerbaïdjan. Parce que je pense que, plutôt que de faire la politique de la chaise vide, il vaut mieux y aller et dire exactement en connaissance de cause ce qu'on a à dire par rapport au dossier des Arméniens. Donc j'irai si on m'invite, mais du fait qu'on ne m'a pas invité, la présidente n'y est pas allée non plus. Mais pour le reste, après les derniers événements qui ont abouti à la reddition du Haut-Karabakh, je peux vous dire que l'Union interparlementaire Belgo Azérie a décidé de facto de rompre ses relations. Donc entre parlementaires azéris et belges, il n'y a plus aucune mission possible entre nos 2 pays. Voilà donc, il y a des gestes forts qui sont posés lorsque notre ligne rouge est franchie.

En Belgique la communauté turque est assez nombreuse et le parti politique Socialiste a beaucoup des membres d'origine turque. Est-ce que la communauté turque a un impact visible et important sur les décisions du gouvernement belge ?

Mais vous imaginez bien que les liens entre la diaspora turque et le régime l'Erdogan sont établis. Vous vous souvenez très bien comme moi, de cette manifestation en pleine campagne électorale où Erdoğan est venu sur un bus à 2 étages à la Place de Brouckère et a fait un meeting électoral où il y avait les Turcs qui venaient de tous les pays voisins, essentiellement d'Allemagne où il y a une très grande communauté, mais aussi des Pays-Bas, Luxembourg, France, Belgique. Ça m'a toujours sidéré de voir à quel point on peut quitter son pays pour avoir plus de liberté mais quand même voter pour le schéma original, c'est quelque chose qu'intellectuellement j'ai du mal à comprendre.

Soyons bien clairs, je n'ai pas choisi un camp contre l'autre camp. Non, j'essaie toujours d'avoir une vision juste, rigoureuse, pragmatique sur les événements, et très clairement, il se fait que cette vision m'amène à prendre pour le moment

attitude par rapport aux Arméniens. Mais ça ne veut pas dire que je suis contre la communauté turque, contre la diaspora turque. J'essaie toujours de me baser sur des faits, d'être pragmatique, d'être juste et de ne pas tomber dans l'ad hominem ou de pas tomber dans le fait qu'il faut absolument prendre parti pour un camp ou pour un autre. Je trouve cela ridicule.

Vous avez mentionné les lignes rouges. Beaucoup de pays européens qui disent qu'après ce qui est arrivé au Haut Karabakh, l'intégrité territoriale arménienne est leur ligne rouge. Si l'Azerbaïdjan attaque, et on sait que c'est fort probable, que ferait la Belgique ? Y a-t'il possibilité de suspendre ou limiter une partie de ses relations avec l'Azerbaïdjan ?

Dans la résolution que j'avais fait adopter le 16 février 2023 qui demandait la libération du Corridor de Lachin, la Cour Internationale de Justice a condamné ce blocage. C'était vraiment clair au niveau des principes juridiques internationaux. J'avais déjà fait en sorte que dans cette résolution il y ait menace qui soit brandie. Cette résolution a été adoptée à l'unanimité. Je vois que les gouvernements n'ont pas encore pris attitude et n'ont pas encore été jusqu'à effectuer des sanctions. Et sincèrement, je le déplore parce que on a manqué une étape, il fallait le faire. Il fallait envoyer un message mais on sait pourquoi ils ne l'ont pas fait. Ursula von der Leyen a un peu vendu son âme en allant au profit de l'Europe, du gaz et je le comprends. Il y a la guerre en Ukraine, il y a une vraie crise énergétique en Europe et il faut qu'on se protège. Le niveau de vie de nos concitoyens et l'approvisionnement en ressources, c'est important. Mais c'est toujours la balance entre ce qu'il faut faire pour préserver le bien être d'une population et jusqu'à quel point on peut être en compromission par rapport à ses valeurs fondamentales. C'est compliqué parce que ça induit que l'Europe a parfois deux discours. Elle a un discours très valable, à mettre en avant les valeurs fondamentales quand ça l'arrange, puis quand ça l'arrange moins, on a tendance à détourner le regard et c'est vrai. C'est une autocritique qu'on peut se faire. Si l'Arménie devait être agressée dans sa souveraineté, dans ses frontières, là il faudrait un tsunami politique. Et croyez-moi alors, je monterai sur les barricades pour que la Belgique se mobilise. On a des ressources en Belgique, on est capable, on l'a montré, de donner des armes à l'Ukraine, et il faudra qu'on défende les Arméniens à ce moment-là, bien sûr. Mais j'insiste, il y a l'Europe d'un côté, et puis il y a le bloc d'influence que représente les États-Unis. Je pense que c'est aux Arméniens de jouer sur plusieurs tableaux. On devrait rester vraiment

très ferme sur nos valeurs et ne pas laisser le territoire arménien être violé comme il a d'ailleurs été à plusieurs reprises ces derniers mois et ces dernières années. Lorsque j'étais en visite à Goris j'étais allé visiter un village qui avait été bombardé qui est en territoire arménien, et j'ai harcelé Alexander de Croo, le Premier ministre des affaires européennes. Vous devez savoir que à chaque Commission des affaires européennes, je pose une question à Alexandre De Croo, sur la réalité du Karabakh et de l'Arménie. J'ai même dû lui expliquer un jour la différence entre l'Arménie et le Karabakh parce que manifestement, c'était pas tout à fait clair dans son esprit.

Vous êtes très impliqué dans l'obtention de fonds pour la Maison du Soldat à Erevan. Pour quoi est-ce important pour vous et devons-nous attendre la suite ?

Quand j'étais à Erevan, j'ai eu l'occasion de visiter le centre et j'ai vu à quel point le projet était absolument remarquable. D'abord, je dois vous dire que j'ai assisté à des funérailles de soldats, de très jeunes soldats décédés au combat au Karabakh. J'ai vu des familles qui étaient complètement dévastées de perdre un jeune de 18 ans. Si vous allez voir ces tombes, c'est terriblement impressionnant parce qu'à peu près tous les défunts, tous les jeunes soldats, ont 18 entre 20 ans. Quelle injustice de la vie que de perdre la vie à l'âge de 18 ou 20 ans. C'est normalement l'âge où vous devez avoir tous les projets possibles en tête et tous les horizons ouverts, pour se dire 'The world is mine'. Et ces gens meurent au combat pour la liberté, pour défendre leur patrie. Et j'en ai été vraiment extrêmement touché. Et à la Maison du Soldat, on soigne et on redonne vie à des militaires qui ont été vraiment abîmés, qui ont réchappé, qui ont survécu, c'est l'essentiel, mais qui ont été fortement abîmés. Il y a la dimension médicale dans ce projet. La Belgique avait financé 2 salles d'opération complètes, très modernes. Mais il y a aussi la dimension de réinsertion psychosociale et de redonner une seconde vie. Je prends un exemple qui m'a très fortement marqué ; Il y a un danseur de l'opéra d'Arménie qui est allé au combat. Et ce Monsieur danseur à l'opéra perd ses 2 jambes en allant combattre pour sa patrie. Et bien la Maison du Soldat lui a rendu des jambes, bien sûr des jambes artificielles, et il a pu à nouveau danser à l'opéra d'Erevan. Je trouve ça juste merveilleux. Au niveau physique, mais aussi au niveau psychologique, ce sont des gens qui sont parfois détruits. Parce que la guerre, pour l'avoir vécue en tant que journaliste, au Kosovo, au Rwanda, en Bosnie, je sais qu'elle est violente, très violente. Elle peut

laisser des traces profondément ancrées chez chaque individu, a fortiori si on a été blessé dans sa chair ou a fortiori si on a perdu un fils ou a fortiori si on a perdu une mère, un père. Et donc je pense que c'est un projet magnifique et c'est pour ça que j'ai voulu me battre.

J'ai bon espoir qu'il y d'autres aides qui devraient être annoncés sous peu. Le dossier est sur la table de la Ministre des Affaires étrangères et il devrait y avoir une autre tranche d'aide en plus dans la vanne de l'aide psychosociale, qui est importante aussi.

LILIT GASPARYAN

Armenpress

4 Décembre 2023

Mirzoyan: le soutien international est essentiel pour assurer une protection internationale du nettoyage ethnique

EREVAN, 4 DECEMBER, ARMENPRESS: Le 4 décembre, le ministre des Affaires étrangères de la République d'Arménie a prononcé un discours lors de la réunion intersession du Conseil des droits de l'homme consacrée au 75e anniversaire de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide.

La réunion a été organisée sur la base de la résolution du Conseil des droits de l'homme dont l'Arménie est l'auteur, a indiqué le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Selon la source, le Haut Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Türk, et la Conseillère spéciale du Secrétaire général des Nations Unies pour la prévention du génocide et Secrétaire générale adjointe, Alice Wairimu Nderitu, ont également prononcé des discours d'ouverture au cours de l'événement. Des représentants de haut rang des organes spécialisés des Nations unies, des rapporteurs et des experts reconnus dans ce domaine ont participé à la réunion en tant que panélistes.

Dans son discours, le ministre des Affaires étrangères Ararat Mirzoyan a déclaré:

"Excellences,

Mesdames et Messieurs,

L'Arménie accueille chaleureusement les participants et les panélistes de la réunion intersession sur la prévention du génocide et exprime sa gratitude au Haut-Commissariat aux droits de l'homme pour l'organisation de la session d'aujourd'hui.

Le 9 décembre, nous célébrerons le 75^e anniversaire de l'adoption de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Aujourd'hui, 153 États membres des Nations unies sont liés par l'obligation universelle de punir et de prévenir ce crime des crimes.

En effet, la convention est un puissant traité multilatéral de suppression des crimes. Mais pas seulement. Aujourd'hui, les obligations émanant de la Convention ont été bien intégrées dans les résolutions du Conseil des droits de l'homme sur la prévention du génocide.

Dans ce contexte, je trouve extrêmement important que les résolutions sur la prévention du génocide bénéficient d'un large soutien interrégional et d'un consensus au sein du Conseil des droits de l'homme. Cela reflète un consensus international plus large sur l'impératif absolu de prévenir les génocides par la protection des droits de l'homme individuels et collectifs des groupes ethniques, religieux, raciaux et nationaux.

À cet égard, le Conseil des droits de l'homme est bien placé pour être à l'avant-garde de la prévention des génocides. Nous espérons que les synergies et la coopération entre le Bureau du Conseiller spécial du Secrétaire général pour la

prévention du génocide, les organes de traités et les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales seront encore renforcées et institutionnalisées.

Je saisis cette opportunité pour souligner le travail considérable réalisé par la conseillère spéciale Alice Wairimu Nderitu.

Excellences,

Je ne doute pas que les délibérations de cette réunion démontreront une fois de plus la pertinence de la prévention des atrocités de masse dans le monde d'aujourd'hui. Le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui est un espace dangereux pour de nombreux groupes ethniques et religieux, et l'intention de les détruire sur un certain territoire s'est manifestée dans le monde entier, en particulier maintenant que les accords internationaux de sécurité et les mécanismes des droits de l'homme ne cessent de décliner.

L'idée même d'éliminer les détenteurs de droits pour résoudre les conflits n'a jamais été aussi "attrayante" pour les auteurs de crimes qu'aujourd'hui. Les situations de conflit offrent un environnement propice aux auteurs de crimes qui, sous le couvert d'une autre partie au conflit, réclament à la communauté internationale un traitement égal à celui qui devrait être accordé aux victimes.

La disparité de la force a toujours été une caractéristique constante du génocide. Et en parlant de force, je ne fais pas exclusivement référence à l'avantage militaire des auteurs, mais à leur capacité à utiliser les nouvelles technologies de désinformation et de mésinformation afin de déshumaniser les victimes, de préparer le terrain pour des actions meurtrières et de les justifier par la suite.

Il y a un an, le quatrième forum mondial contre le crime de génocide organisé à Erevan a étudié le rôle des nouvelles technologies dans la prévention des génocides, tant sous l'angle positif que négatif. La déclaration d'Erevan adoptée lors du Forum reconnaît que la diffusion de la désinformation et de la mésinformation, notamment sur les plateformes de médias sociaux, peut servir de nouvel outil de propagande pour induire en erreur et répandre le racisme, l'intolérance, la xénophobie, les stéréotypes négatifs et la stigmatisation, pour violer et abuser des droits de l'homme et déshumaniser des groupes sur la base de l'identité.

Chers amis,

La perpétration d'atrocités de masse, y compris les génocides, continue de prendre un temps considérable dans toutes ses phases. En fait, le châtement collectif de groupes ciblés prend différentes formes et manifestations, évoluant progressivement dans sa gravité, notamment par des violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international, la perturbation d'infrastructures essentielles, le siège et la violence massive. Il va sans dire que de nombreuses atrocités de masse auraient pu être évitées si des signaux d'alerte avaient été identifiés au cours de ces phases.

L'échec collectif ne doit pas justifier l'inaction individuelle de chacun des États membres des Nations unies.

Une autre dimension importante de la responsabilité internationale est la protection internationale des victimes, y compris celles qui sont déplacées de force.

Il y a deux mois, la République d'Arménie a fourni un abri et des moyens de subsistance à plus de 100 000 réfugiés, soit l'ensemble de la population du Haut-Karabakh déracinée de sa terre ancestrale. Le soutien de la communauté internationale est essentiel pour assurer une protection internationale à ces victimes du nettoyage ethnique.

Excellences,

Il y a plusieurs décennies, lorsque l'Arménie a pris la responsabilité d'intégrer les droits de l'homme dans la prévention des génocides, nous étions animés par notre devoir moral envers le passé. Aujourd'hui, nous constatons qu'il ne s'agit pas seulement du passé, mais que nos efforts conjoints visent le présent et l'avenir : un avenir de l'humanité exempt de haine, de racisme, de xénophobie et d'intolérance conduisant à des crimes d'atrocité de masse.

Malgré tous les revers du système international des droits de l'homme et de la sécurité, nous continuerons à nous engager activement au sein du Conseil des droits de l'homme et d'autres plateformes multilatérales pour poursuivre l'élaboration d'outils et de mécanismes de prévention des génocides et d'autres atrocités de masse.

Je remercie une fois encore le HCDH et le Haut Commissaire Volker Türk pour l'organisation de cette réunion et je souhaite beaucoup de succès aux

intervenants et aux participants.

Nouvelles d'Arménie Magazine

3 Décembre 2023

[L'Ambassadeur de France en Arménie : Je félicite l'Arménie, dont le premier \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

L'Ambassadeur de France en Arménie : Je félicite l'Arménie, dont le premier satellite a été mis en orbite

« *Je félicite l'Arménie, dont le premier satellite a été mis en orbite* ». L'ambassadeur de France en Arménie, Olivier Decottignies l'a évoqué par un message posté sur sa page X.

« *Un succès qui témoigne également du développement de la base technologique arménienne* » écrit-il.

Rappelons que le satellite « *Hayasat-1* » a été lancé dans l'espace le 1^{er} décembre. Il est le deuxième satellite de l'Arménie, mais le premier satellite de fabrication arménienne. « *Hayasat-1* » effectuera une révolution autour de la Terre toutes les 90 minutes et il sera possible de capter les signaux envoyés par le satellite lorsque celui-ci traversera l'espace aérien de l'Arménie.

Krikor Amirzayan

4 Décembre 2023

[Le Sénat français recommande le transfert rapide des canons CAESAR à \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

Le Sénat français recommande le transfert rapide des canons CAESAR à l'Arménie

Le Sénat français a recommandé d'étudier au plus vite la livraison des fameux systèmes d'artillerie CAESAR à l'Arménie, compte tenu de l'efficacité de cette technique et des nouvelles capacités de production.

Ceci est mentionné dans la section défense du budget 2024 du Sénat français, dans la section relative à l'Ukraine et aux autres pays d'Europe de l'Est, dans laquelle il est dit que les autorités françaises ont initié la fourniture d'armes de défense à l'Arménie.

On parle également de la fourniture de radars GM200, de missiles « sol-air » Mistral 3.

« Récemment, l'Arménie a signé un document de commande de 3 exemplaires de radars GM200 avec Thales, on parle de la fourniture de missiles »sol-air" Mistral 3. En outre, 24 véhicules blindés Bastion produits par la société française Arquus seront livrés en Arménie, après quoi 26 véhicules blindés du même type, actuellement en production, devraient être envoyés.

Selon l'évaluation de la commission sénatoriale, la différence entre les armes défensives et offensives n'est pas vraiment efficace, comme l'a montré la guerre

en Ukraine. Dans ce contexte, selon les sénateurs, il ne faut pas répéter les mêmes erreurs en retardant la fourniture des équipements nécessaires en premier lieu.

« C'est pourquoi nous devons répondre rapidement à toutes les demandes des autorités arméniennes, notamment en ce qui concerne le besoin d'artillerie », indique le document.

Les rapporteurs recommandent que la fourniture de systèmes d'artillerie CAESAR soit étudiée dans les plus brefs délais, compte tenu de la nouvelle capacité de production de Nexter en 2024 (production passée de 2 à 6 unités par mois, éventuellement jusqu'à 8 en pointe).

Pour rappel, l'Arménie et la France ont signé un accord sur la fourniture d'armes et de munitions de défense. Source Armtimes

Krikor Amirzayan

USA

Nouvelles d'Arménie Magazine

5 Décembre 2023

[60 sénateurs demandent une augmentation de l'aide sécuritaire à \(...\) - Nouvelles d'Arménie en Ligne \(armenews.com\)](#)

60 sénateurs demandent une augmentation de l'aide sécuritaire à l'Arménie

60 sénateurs et représentants américains demandent une augmentation de l'aide à la sécurité pour l'Arménie et une assistance humanitaire pour les réfugiés de l'Artsakh

WASHINGTON - Soixante sénateurs et représentants américains, menés par le sénateur Alex Padilla (D-CA) et la représentante Anna Eshoo (D-CA), ont demandé aux dirigeants du Congrès d'envoyer une aide à la sécurité à l'Arménie et de fournir une aide humanitaire supplémentaire aux survivants du génocide de l'Artsakh dans le cadre du projet de loi de financement supplémentaire de la sécurité nationale, qui doit être examiné dès la semaine prochaine, a rapporté le Comité National Arménien d'Amérique (Armenian National Committee of America).

Plus précisément, la lettre Padilla-Eshoo - largement soutenue par l'action populaire nationale menée par l'ANCA - demande 10 millions de dollars de financement militaire étranger (FMF) pour l'Arménie et demande que l'assistance humanitaire allouée dans le projet de loi d'aide supplémentaire soit mise à la disposition de l'Arménie pour répondre aux besoins des 120 000 Arméniens de l'Artsakh forcés de quitter leurs maisons suite au nettoyage ethnique par l'Azerbaïdjan de toute la population arménienne de la région, en septembre 2023. « Nous remercions la députée Eshoo et le sénateur Padilla de s'être associés à cet appel bicaméral au président Biden pour qu'il investisse dans la sécurité de l'Arménie et soutienne de manière significative les réfugiés de l'Artsakh », a déclaré le directeur exécutif de l'ANCA, Aram Hamparian. « Le président Biden s'étant rangé du mauvais côté des questions arméniennes - en armant l'Azerbaïdjan et en abandonnant l'Artsakh - le Congrès prend les devants, menant la réponse de l'Amérique à l'escalade des menaces que la Turquie et l'Azerbaïdjan font peser sur la survie même de l'Arménie. » L'assaut militaire brutal et non provoqué de l'Azerbaïdjan contre le Haut-Karabakh, qui fait suite au blocus de plusieurs mois du corridor de Lachin, a créé une crise humanitaire horrible, forçant plus de 100 000 réfugiés arméniens à fuir leurs maisons », a déclaré le

sénateur Padilla. »Les États-Unis doivent intervenir pour faire face à cette situation d'urgence. Je demande instamment aux dirigeants du Congrès d'inclure la sécurité et l'assistance humanitaire essentielles pour l'Arménie dans le programme d'aide à l'étranger".

La députée Eshoo a déclaré : « Je suis fière de m'associer au sénateur Padilla pour mener cet effort bipartisan opportun afin de garantir l'aide à l'Arménie dans le prochain projet de loi sur la sécurité nationale. L'Arménie a un besoin urgent de l'aide américaine pour défendre sa démocratie contre l'agression azerbaïdjanaise et pour atténuer la crise humanitaire causée par le nettoyage ethnique de l'Azerbaïdjan au Nagorno-Karabakh. Alors que le Congrès prépare une législation pour soutenir nos alliés démocratiques vulnérables dans le monde, l'Arménie doit être incluse ».

Dans la lettre adressée au leader de la majorité au Sénat, Charles Schumer (D-NY), au leader de la minorité au Sénat, Mitch McConnell (R-KY), au président de la Chambre des représentants, Mike Johnson (R-LA), et au leader de la minorité à la Chambre des représentants, Hakeem Jeffries (D-NY), les législateurs citent l'attaque du 19 septembre de l'Azerbaïdjan contre l'Artsakh (Haut-Karabakh) et le déplacement forcé de 120 000 Arméniens indigènes de l'Artsakh.

« Nous sommes particulièrement inquiets que l'Azerbaïdjan poursuive son agression en envahissant le territoire souverain de l'Arménie. De manière inquiétante, Aliyev a récemment qualifié le sud de l'Arménie d' »Azerbaïdjan occidental« et a appelé à la »libération« de huit villages arméniens le long de la frontière azerbaïdjanaise », déclarent les législateurs du Congrès. Ils poursuivent en soulignant qu'« à ce point d'inflexion pour le Caucase, le leadership des États-Unis est nécessaire pour dissuader toute nouvelle agression azerbaïdjanaise et permettre aux Arméniens de défendre leur démocratie ».

Sherrod Brown (D-OH), John Fetterman (D-PA), Edward Markey (D-MA), Gary Peters (D-MI), Jack Reed (D-RI), Debbie Stabenow (D-MI), Chris Van Hollen (D-MD), Elizabeth Warren (D-MA), Sheldon Whitehouse (D-RI), and Ron Wyden (D-OR) ; and Representatives Alma Adams (D-NC), Gabe Amo (D-RI), Jake Auchincloss (D-MA), Joyce Beatty (D-OH), Don Beyer (D-VA), Tony Cardenas (D-CA), Joaquín Castro (D-TX), Judy Chu (D-CA), Jim Costa (D-

...